

En RDC, les élections de tous les dangers

Analyse

JOAN TILOUINE
KINSHASA · envoyé spécial

Une jeune femme vêtue d'une jolie robe verte gît à plat ventre sur le sol argileux. Un filet de sang s'échappe de son crâne. Elle est morte d'une balle tirée en marge du meeting de l'un des leaders de l'opposition, Martin Fayulu, mercredi 12 décembre, à Kalemie, dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC). Trois autres civils ont été tués par des balles qui auraient été tirées par les forces de sécurité, la veille, à Lubumbashi, capitale du Haut-Katanga, où le convoi du candidat a été attaqué, selon les Nations unies. Tels ceux de martyrs, leurs corps sont exposés sur les réseaux sociaux.

La campagne pour les élections présidentielle, législative et provinciales prévues le 23 décembre, avec deux ans de retard, a pris une tournure inquiétante, émaillée par des violences électorales et des entraves aux déplacements de candidats. Chaque meeting se tient désormais dans la peur. Dans certaines zones rurales du pays, un regain d'activité de groupes armés locaux laisse aussi craindre des perturbations.

Mais pour l'instant, les discours belliqueux des candidats se propagent, les diatribes accusatoires fusent et la crainte de nouvelles tueries se renforce au sein de la population. A Kinshasa, la porte-parole de Leïla Zerrougui, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC, s'est dite « préoccupée » et a pointé « le fait que certains candidats de l'opposition rencontrent de nombreux obstacles pour tenir des réunions publiques dans certaines villes du pays ».

UNE MACHINE À VOTER CONTROVERSÉE

Ces élections, qui se préparent dans un climat de tensions, marquent une étape démocratique cruciale dans l'histoire politique agitée de la RDC, rythmée par les tragédies. Il y a d'abord eu l'assassinat en 1961 du premier ministre Patrice Lumumba, puis un coup d'État militaire du général Joseph-Désiré Mobutu quatre ans plus tard. Il régnera en monarque autoritaire et kleptocrate avant d'être renversé en 1997 par une rébellion venue de l'est dont le chef, Laurent-Désiré Kabila, sera assassiné après quatre années à la tête du pays. Son fils, Joseph Kabila, lui succède. Malgré la fin de son dernier mandat – prévue par la Constitution – en décembre 2016, il préside toujours cet immense pays d'Afrique centrale jusqu'à l'organisation « d'élections parfaites », comme il le martèle.

Pourtant, les modalités de vote pour les quelque 40 millions d'électeurs sont toujours contestées par une frange de l'opposition, qui refuse l'usage de la controversée machine à voter électronique déjà déployée dans les plus de 70 000 bureaux de vote. Il en va ainsi de M. Fayulu, qui a exhorté ses partisans à réclamer des bulletins en papier et à boycotter « la machine à tricher » de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), accusée d'être au service du régime de Joseph Kabila. Le ton est monté d'un cran le 13 décembre, après l'incendie déclaré vers 2 heures du matin et encore non élucidé d'un entrepôt de la CENI en plein cœur de Kinshasa.

Près de 8 000 machines à voter sur les 10 368 prévues pour la capitale ont brûlé. Pas de quoi remettre en question la

tenue des scrutins, assure la CENI, mais suffisant pour raviver les tensions et les rhétoriques haineuses. M. Fayulu et ses alliés soupçonnent publiquement le pouvoir d'avoir organisé cet incendie pour retarder le vote. Les stratèges de M. Kabila et de son dauphin, Emmanuel Ramazani Shadary, vitupèrent, eux, contre « un projet bien planifié » de M. Fayulu pour « détruire le matériel électoral » et empêcher la tenue des élections.

Entre les deux camps, il y a Félix Tshisekedi, qui a trahi au dernier moment M. Fayulu et le dessein d'une candidature unique de l'opposition pour s'allier avec Vital Kamerhe, un ancien allié de M. Kabila. Le fils et héritier politique contesté du défunt leader de l'opposition, Etienne Tshisekedi (1932-2017), a lui aussi pointé du doigt son rival de « l'autre opposition » qui faciliterait « le sabotage » de ces élections par le régime de Kabila. Entre les deux candidats de l'opposition, la défiance a atteint son paroxysme, chacun s'accusant d'envoyer ses partisans pour perturber les meetings de l'autre.

Aucun des trois grands candidats ne semble disposé à consentir une défaite, au risque de provoquer l'embrassement et d'inquiéter les partenaires occidentaux. Le régime Kabila, soudé derrière son dauphin, a renouvelé ses critiques à l'encontre de la « communauté internationale ». A commencer par l'Union européenne (UE), qui a renouvelé pour une année, le 10 décembre, les sanctions visant M. Shadary pour « entraves au processus électoral et violations des droits humains » lorsqu'il était vice-premier ministre et ministre chargé de l'intérieur (décembre 2016-février 2018).

Autre ennemi désigné : la mission des Nations unies en RDC (Monusco), la plus ancienne et la plus onéreuse au monde. De plus en plus décriée par le pouvoir congolais, qui réclame son départ, elle se retrouve accusée par le porte-parole du gouvernement, Lambert Mendé, d'entretenir la « psychose délibérément initiée par la pratique de comptabilités macabres [...] et de se montrer plus prompte à annoncer des tueries réelles ou supposées qu'à accomplir sa mission de protéger les populations ». La mission onusienne, au bilan sécuritaire mitigé, est devenue gênante à force de recenser et de dévoiler les violations des droits humains. Elle a été tenue à l'écart du processus électoral, intégralement financé par le gouvernement.

L'UE n'aura pas non plus d'observateurs, contrairement à l'Union africaine et à d'autres organisations régionales. De son côté, l'Eglise catholique congolaise a prévu 40 000 personnes pour surveiller ces scrutins de toutes les peurs. ■

**AUCUN DES TROIS
GRANDS CANDIDATS
NE SEMBLE DISPOSÉ
À CONSENTIR UNE
DÉFAITE, AU RISQUE
DE PROVOQUER
L'EMBRASEMENT
ET D'INQUIÉTER
LES PARTENAIRES
OCCIDENTAUX**